

## Roumanie : La conquête de l'Est

« C'est comme si nous avions découvert une nouvelle Asie du Sud-Est à notre porte [1] », explique Keith Richardson, ancien secrétaire de la [Table Ronde des Industriels](#) (European Round Table - ERT) [2]. Au début des années 90, les lobbyistes des grands groupes européens ont de solides raisons de se réjouir de la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est. Avec la réserve énorme d'une main-d'œuvre hautement qualifiée mais à bas salaire, l'addition de 150 millions de consommateurs au marché européen prospectives qui excitent au plus haut point l'intérêt des industriels européens.

Septembre 2010

L'intérêt de l'ERT pour les pays de l'Est part d'une intention parfaitement philanthropique : en proposant un ticket d'entrée pour le grand marché européen, n'offre-t-on pas aux anciens pays communistes la chance d'entrer de plain-pied dans la modernité ? Pour preuve, le lobby des grands groupes européens publie un rapport en 1999, au titre évocateur : « *L'infaillible succès du commerce Est-Ouest* ». Sa lecture nous enseigne en détail sur les bienfaits de l'investissement des compagnies occidentales à l'Est, tant pour l'Union Européenne que pour les pays d'accueil.

Depuis sa création dans les années 80 (sous le patronage de l'inévitable [Vicomte Davignon](#)), l'ERT a toujours offert un soutien sans faille à la politique d'intégration des anciens pays communistes d'Europe de l'Est. Le mot d'ordre : y faciliter les investissements en faisant « tomber les barrières réglementaires ». L'intégration européenne, n'est-elle pas un vaste processus « gagnant-gagnant » ? Pour en avoir le cœur net, les Dessous de Bruxelles enquêtent en Roumanie, dans les plaines du Far Est du libéralisme européen.

### Inégalités

Sur une route accidentée, dans les hauteurs des Carpates, un luxueux 4x4 Porsche Cayenne dépasse à toute allure la charrette d'un bûcheron. Celui-ci regarde passer le bolide d'un air indifférent. Une scène a priori anodine, mais néanmoins symbolique de la société roumaine, à plusieurs égards.

La société roumaine demeure assez largement rurale. Ainsi, le bûcheron pourrait représenter les 45,7% de Roumains qui vivent en milieu rural et pratiquent une activité agricole. Soit 38% des actifs, qui produisent moins de 12% des richesses. Ici, les terres cultivées permettent avant tout à de nombreuses familles d'assurer leur autosuffisance [3]. Et pour cause : malgré un sol très riche, ces petites exploitations aux méthodes artisanales ne peuvent rivaliser sur le marché avec les grandes exploitations mécanisées des plus importants exportateurs agricoles. A la campagne, on vit d'échange, voire d'entraide, en dehors des circuits économiques classiques.

La « modernisation » du pays et l'ouverture à l'Ouest ont par ailleurs vu l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie urbaine, dont la richesse n'a d'égal que l'arrogance, à l'image de ses Porsche Cayenne et autres 4x4 de luxe qui peuplent les routes roumaines. Pratiques vu l'état parfois désastreux du réseau, ces grosses cylindrées sont à elles seules les symboles d'une inégalité profonde au sein de la société roumaine. Un rapide calcul permettra d'en donner une idée ; En divisant le prix d'un modèle Porsche Cayenne, V6, injection 3,6 L, acheté en Roumanie : 62 438€ [4] ; par le salaire moyen : 350€ [5] ; on trouve que l'Equivalent-Porsche-Cayenne (EPC) correspond à environ 15 ans de travail pour un salarié roumain.

D'autres chiffres sont évocateurs. Selon une étude réalisée par la société de conseil en management Hay Group en octobre 2007, les managers roumains disposent d'un pouvoir d'achat qui est l'équivalent d'un salaire moyen de 115.280 dollars, plus important qu'aux Etats-Unis, au Japon, au Canada, ainsi que dans une majorité de pays du centre de l'Europe. Ils restent cependant dans ce classement encore loin derrière les managers saoudiens et émiratis [6].

En 2007, en Roumanie, « 300 personnes se partagent plus de 33 milliards de dollars, c'est-à-dire 27 % du produit intérieur brut de la Roumanie » nous apprend une dépêche de l'agence Rompres. « Les personnes qui ont des affaires dans le domaine immobilier ont enregistré des hausses spectaculaires de leurs fortunes. La plupart de ces avoirs sont concentrés à Bucarest [7]. »

### Gabegies immobilières

Mais les fortunes « spectaculaires » des nouveaux magnats de l'immobilier ne font pas le bonheur de tous. Adina, étudiante à Iasi (seconde ville du pays), nous fait part de ses inquiétudes : « Les prix ne cessent d'augmenter. Comment faire quand, une fois le loyer payé, il ne reste plus d'argent ? » Et d'ajouter « Je ne sais pas combien de temps les gens pourront supporter ça. »

L'entrée dans l'Union européenne, accueillie avec un certain enthousiasme par les roumains, s'est accompagnée d'une importante vague de spéculation immobilière. En janvier 2007, (mois d'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne) les prix de l'immobilier en Roumanie ont augmenté de 20% [8]. Une tendance qui se poursuit au point que la Roumanie enregistre en janvier 2008 la hausse la plus importante, en rythme annuel, dans le secteur de la construction (33,7%) dans l'Europe des 27 [9].

Les investisseurs, eux, viennent d'Europe de l'Ouest ou des Etats-Unis, et ils viennent pour faire fructifier leur argent. « La Roumanie présente actuellement le potentiel européen le plus important pour les affaires avec un profit élevé et rapide, si bien que l'immobilier représente l'un des domaines les plus attirants. [10] » Au plus fort de l'euphorie, le journal Evenimentul Zilei titre « On construit la nouvelle Roumanie [11] ».



Malheureusement, les plus belles histoires ont une fin. Il semble que les architectes de cette « *nouvelle Roumanie* » aient vraisemblablement oublié un détail : en Roumanie il existe des gens qui vivent, travaillent... et payent un loyer. « *L'affaiblissement du pouvoir d'achat, doublé d'une appréciation du leu (NDR : monnaie nationale roumaine) pourrait provoquer une crise du marché immobilier en Roumanie, similaire à celui de l'Occident* » s'effraie le quotidien bucarestois Adevarul. De fait, dès mai 2008, le marché immobilier commence à montrer des signes de faiblesses. Dans les mois qui suivent, c'est la dégrue. En septembre 2008, les prix reviennent à ceux de 2006 [12], et laissent la place à une forte récession économique dans le domaine de la construction et de l'immobilier, qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui [13].

L'éclatement de la bulle immobilière roumaine laisse le parc immobilier dans un piètre état. « *Les logements de Bucarest sont 10 fois plus chers qu'en 90 et à la moitié du confort de l'UE* », titre en septembre 2008 le magazine Business Standard. « *Le prix d'un appartement de deux pièces, situé dans une zone semi-centrale de la capitale, a augmenté 10 fois depuis 1990 jusqu'à présent et le confort offert par ce type d'habitation est resté inchangé voire il s'est dégradé.* »

### Investissements, chômage et pollution

Avec la crise et le chômage, la vie devient de plus en plus chère, l'inflation étant renforcée par l'augmentation des cours du pétrole et des céréales... « *Alors que le salaire minimum est ici de dix fois inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (smic), les produits alimentaires affichent souvent les mêmes prix qu'en France* [14] » rapporte le Monde Diplomatique . En dehors des campagnes, où les familles vivent encore dans une relative autarcie et autosuffisance, joindre les deux bouts devient de plus en plus difficile. Au point que « *dix ans après la chute du communisme, certains citoyens semblent regretter les conditions de vie du temps de la dictature* » rapportent les auteurs du Guide du Routard.

Et pourtant, les investissements sont bel et bien là. En Roumanie, les groupes français tirent même tout particulièrement leur épingle du jeu, à l'image de la Société générale qui a racheté la première banque de Roumanie (BRD), Orange, premier opérateur mobile, et Carrefour dont les grandes surfaces fleurissent aux abords des villes roumaines. Ou encore Renault qui a racheté en 1999 le constructeur automobile Dacia.

Alors, quid des retombées délicieuses de l'« *infaillible succès du commerce Est-Ouest* » ? En fait, déjà bien avant la crise, les investissements ne tenaient pas toujours les promesses annoncées en grande pompe par l'ERT... loin s'en faut.

A ce titre, le [Corporate Europe Observatory \(CEO\)](#) [15] pointe le cas de la Hongrie, où les entreprises transnationales participent jusqu'à 30 % du PNB : « *Dans toute cette région, les entreprises locales se débattent – souvent en vain – pour concurrencer les grandes firmes, qui bénéficient d'énormes avantages d'échelle, d'un accès moins onéreux aux capitaux, d'une technologie supérieure et de très gros budgets publicitaires.* » Et de conclure : « *Rien d'étonnant donc à ce que sur le sillage des multinationales on trouve un lourd contingent de chômeurs.* [16] »

Le bonheur et la prospérité attendront la « fin de l'histoire » ; car dans l'immédiat, l'investissement des grands groupes européens apporte surtout son lot de dommages collatéraux, sociaux et environnementaux : « *Unilever et Procter & Gamble sont deux exemples de compagnies ayant profité de ce combat inégal. Ces firmes se sont tout simplement partagé le marché des cosmétiques de l'Europe centrale et de l'Est, provoquant la fermeture des compagnies locales* » rapporte le CEO. « *En outre, alors que ces industries utilisent plutôt des technologies non polluantes en Europe de l'Ouest, elles profitent des normes de production moins sévères de ces régions pour abandonner de telles exigences.* »

Pour les multinationales qui investissent en Roumanie, désignée comme « *l'atelier de l'Europe* » rapport au coût faible de la main d'œuvre, le succès est certes « *infaillible* » - qu'il s'agisse de profiter des « *avantages comparatifs* » du pays, ou de spéculer sur la bulle immobilière roumaine. L'espoir d'adhérer à l'Union européenne et de bénéficier des fameux « *bienfaits* » de l'afflux d'argent européen a en effet poussé la Roumanie à dérouler le tapis rouge devant les investisseurs.

### Intégration et restructuration

Le processus d'adhésion suppose que les nouveaux entrants reprennent à leur compte les bonnes recettes du marché commun, et s'y soumettent. Au menu, « *restructuration des économies et des infrastructures nationales, adoption en bloc de la législation de l'UE, réduction du rôle de l'État et augmentation de la dépendance vis-à-vis des investissements directs étrangers.* »

A ce titre, les lobbyistes des grandes multinationales européennes peuvent se frotter les mains : l'adhésion des anciens pays communistes à l'UE permet d'ouvrir en grand les portes des marchés de l'Est, sans que leurs investissements ne soit entravé de trop de contreparties ou d'obligations. C'est une véritable leçon de démocratie qui est administrée à ces pays, au sortir de leur longue expérience communiste. « *Bien que les critères [d'adhésion] et l'inévitable domination économique des multinationales occidentales soient débattus par les pays concernés, les négociations ne laissent de place à aucune alternative* » rapporte le CEO, « *ce qui est, sans nul doute, une expérience dégrisante pour ceux qui, dans cette zone, imaginaient une démocratisation progressive de l'économie après la chute du rideau de fer.* »

Dans le processus d'intégration, les groupes industriels membres de l'ERT n'hésitent pas à mettre eux-mêmes la main à la pâte, en conseillant directement les gouvernements et des entreprises des pays de l'Est : « *l'ERT a créé des Conseils en expansion commerciale [BEC] en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie, respectivement sous la direction de Shell, de la Lyonnaise des Eaux et de Solvay.* » Il ne s'agit de rien d'autre que de s'assurer que le travail soit bien fait : « *La participation du milieu des affaires constitue une garantie que les fonds servent bien les intérêts prioritaires* », explique Eberhard von Kœrber. [17] »

Aux officiels, ainsi qu'aux cadres dirigeants des grandes entreprises nationales ou d'ores et déjà privatisées, les Conseils en expansion commerciale délivrent de véritables leçons de libéralisme à la sauce bruxelloise : « *La recette préférée de l'ERT offre en particulier comme ingrédients la libéralisation du marché dans les secteurs de l'énergie, des transports et des*

*télécommunications et l'augmentation de l'investissement public dans les infrastructures de transports. »*

Une stratégie gagnante qui permet notamment aux compagnies membres de l'ERT d'inonder progressivement les marchés d'Europe centrale et de l'est. Celles-ci jouent en effet un rôle particulièrement actif dans le chiffre des exportations de l'Union vers l'Europe centrale et de l'Est qui a triplé pendant la décennie 90, comme le rapporte le CEO.

Décidemment, la réussite du commerce Est-Ouest est véritablement « *infaillible* ». En effet, pour prescrire les recettes qui permettront une ouverture des économies des pays de l'Europe de l'Est sur mesure pour les grands investisseurs, l'ERT pourra largement s'appuyer sur les programmes de subvention destinés à financer l'intégration des PECO. « *Cette approche reflète aussi bien le schéma prescrit par l'Union pour les pays en attente d'intégration que la façon dont les subventions européennes ont été canalisées dans le très controversé programme « Phare » [18] – qu'on a reproché de tourner plus à l'avantage des grandes firmes et des consultants d'Europe occidentale qu'à celui des pays postulants. »*

Hormis l'ERT, de nombreux cabinets de conseil spécialisés dans les pays de l'Est font leurs affaires du processus d'adhésion, en offrant leurs services - conseil à l'investissement dans les pays de l'Est, à l'obtention de subventions européennes... On compte notamment la SISIE, filiale Schneider Electric dirigée un temps par Edith Cresson qui rejoindra en 1995 la Commission européenne (et dont l'ancien chef de service deviendra directeur des programmes PHARE et TACIS à la Commission) [19]. Ou encore [Euractiv, plateforme en-ligne d'information sur l'Union européenne](#), qui propose notamment des services de conseil pour l'obtention de fonds européens, via ses franchises implantées localement.

### **Grèves et mouvements sociaux - Dacia**

Et pourtant, cette « conquête de l'Est » par les investisseurs européens ne va pas sans heurts. L'ERT reconnaît que la restructuration brutale des économies des pays de l'Est engendrera des problèmes, mais relègue ces maux au rang de petites choses du quotidien dans un monde en voie de mondialisation, comme le note le CEO en citant le rapport de la Table Ronde sur le commerce Est-Ouest, : « *Des changements structurels signifient inévitablement des changements dans les schémas d'emploi ; des emplois sont détruits dans certains secteurs et protégés ou créés dans d'autres. [20]. »* Pour l'ERT, les destructions d'emploi sont un moindre mal ; « *Notre travail consiste à dire que les gains probables ont beaucoup plus d'importance [21]... »*

Il faut bien dire que la recomposition industrielle de l'Europe présente de substantiels avantages pour les industriels européens. « *Non seulement les emplois détruits à l'Ouest se recréent à l'Est délestés de leurs conquêtes sociales, mais ils exercent une pression à la baisse sur les rémunérations de l'Ouest — divisant les travailleurs européens [22] »*, comme le fait remarquer le Monde Diplomatique. Il arrive cependant que la mécanique du dumping social se grippe ; à ce titre l'exemple de la grève qui s'est déroulée en 2008 dans les usines de Dacia est significatif.

En 2007, Dacia, racheté en 1999 par Renault, avait connu un record de ventes de la nouvelle Logan, une voiture « low-cost » conforme aux standards européens, avec une hausse 17,4% de 2007 à 2008. Avec un salaire brut moyen au sein du groupe ne dépassant pas 1 064 lei, soit environ 285 euros, les « *gains probables* » du commerce Est-Ouest semblaient décidément échapper aux ouvriers de Dacia. Estimant leur salaire inadapté, par rapport à l'augmentation du coût de la vie en Roumanie d'une part, et aux profits dégagés par Renault de l'autre, ceux-ci décidèrent au printemps 2008 d'entamer une grève illimitée avec pour principale exigence une augmentation des salaires de l'ordre de 40%.

Au terme d'un mois de mobilisation et malgré les pressions (menaces de délocalisation [23]), les ouvriers de Dacia ont finalement obtenu une augmentation substantielle de 34% de leur salaire. Une forme de victoire à la fois pour le mouvement syndical, en Roumanie (où les grévistes ont bénéficié du soutien assez large de la part des partis de gauche et des syndicats) mais aussi en France, comme le montre la solidarité exprimée par la CFDT et CGT Renault et les fonds récoltés en soutien des ouvriers roumains.

Les ouvriers français avaient de fait un intérêt objectif à ce que les conditions de vie de leurs homologues roumains s'améliorent, faisant ainsi retomber la « pression compétitive » que le bas coût des salaires à l'Est exerce sur les salaires à l'Ouest.

### **Intervention du FMI**

Mais l'espoir provoqué par la grève des ouvriers de Dacia de voir se gripper la machine à compresser les salaires sera cependant de courte durée. Dans la tourmente de la crise qui frappe de plein fouet la Roumanie en 2009 suite à l'éclatement de la bulle immobilière, le rouleau compresseur de la « rigueur » s'apprête à sévir.

La hausse brutale des prix de l'immobilier, du pétrole ou des denrées alimentaires est-elle dans une large mesure imputable à des phénomènes spéculatifs qui échappent complètement aux salariés ? Qu'importe, ce sont eux qui sont appelés à jouer le rôle de variable d'ajustement : « *Pour freiner la hausse des prix, le patronat et le gouvernement roumains réclament en chœur une baisse de la pression salariale* » rapporte le Monde Diplomatique, et de noter que « *cette thèse fait écho à celle de la réunion de l'Ecofin — rencontre des ministres des finances des pays membres de l'Union —, le 5 avril 2008, à Ljubljana (Slovénie) [24] »*

Au printemps 2009, un an avant la crise grecque, la Roumanie est au bord d'une grave crise de liquidités, et son système financier risque la faillite. Après dix ans de forte croissance, la Roumanie entre en récession en 2009, son produit intérieur brut (PIB) s'étant contracté de 7,1%. Le FMI, l'Union Européenne et la banque mondiale « viennent en aide » au gouvernement roumain en lui accordant un prêt de 20 milliards d'euros en contrepartie d'un plan de rigueur destiné à réduire son déficit public. En octobre 2009, en échange d'un prêt de 20 milliards d'euros du FMI, de l'UE et de la Banque mondiale, Bucarest s'engage à « *dégraisser un appareil bureaucratique jugé obèse* » pour faire passer son déficit public de 7,1% du PIB en 2009 à 5,9% en 2010.

Mais les experts du FMI estiment que le gouvernement roumain tarde à « *dégraïsser* » la fonction publique, et menace de geler les prochains versements du prêt international. Les experts sont scandalisés : « *En faisant le bilan aujourd'hui, nous constatons que la majeure partie des fonds est allée au paiement des salaires et des allocations sociales [25]* » déclare à l'AFP l'économiste Doru Lionachescu de Capital Partners. Le secteur privé, lui, n'aura pas manqué de faire les « ajustements » nécessaires : le chômage était de 4% en décembre 2008, il atteint 15% courant 2010.

Devant les menaces du FMI, Bucarest a annoncé en mai 2010 un train de mesures d'austérité draconiennes, incluant une baisse de 25% des salaires de la fonction publique et de 15% des retraites et allocations chômage, ainsi qu'une hausse de la TVA, de 19% à 24%. En réponse à ces annonces, les syndicats roumains ont déclenché, lundi 31 mai, une grève générale illimitée dans la fonction publique, pour protester contre le plan de rigueur que Bucarest vient d'adopter pour contenir le déficit. Une grève très largement suivie, et qui a mobilisé une partie des salariés du secteur privé.

Pourtant, malgré leur mobilisation, il semble que les salariés roumains ne soient pas au bout de leurs peines. En aout 2010, M. Franks, chef de la mission du FMI, a appelé Bucarest à poursuivre le plan d'austérité « *particulièrement drastique* » adopté en juin. Parmi les mesures encore attendues par le FMI, il a mentionné la réforme des « *retraites spéciales* », une baisse des arriérés du secteur public et un assouplissement du marché du travail. Avant de conclure qu'après avoir supprimé environ 30.000 emplois dans la fonction publique, le gouvernement devrait réduire le nombre d'enseignants à partir de septembre, dans le cadre d'une restructuration de ce secteur [26].

(NB : Un enseignant gagne moins de 180€ par mois à ses débuts [27]. On laisse au lecteur le soin de calculer l'EPC – l'Equivalent-Porsche-Cayenne)

La mission de la Commission européenne a pour sa part constaté que « *les conditions pour le versement d'une tranche d'aide de 1,2 milliard d'euros ont été remplies* ». La Commission a effectivement de quoi être satisfaite : le gouvernement roumain a promis, compétitivité oblige, de ne pas toucher à l'impôt sur les sociétés, qui se trouve être parmi les plus bas en Europe, ayant été réduit récemment à 16%. Ni par ailleurs à l'impôt sur le revenu, fixé au même taux de 16% (sans aucune progressivité) [28].

L'essentiel est donc sauf : les intérêts des investisseurs européens en Roumanie ne seront pas menacés. Ce seront bel et bien les salariés qui paieront l'addition. « *"Modèle social européen"... Je ne comprends pas bien le sens de cette expression* » s'interrogeait Frits Bolkestein [29], grand promoteur du dumping social dans l'Union européenne. On gage que le cas du « modèle roumain » pourrait lui mettre la puce à l'oreille.

Quant aux procédés « gagnant-gagnant », force est de constater qu'ils figurent d'éternels « perdants-perdants ».

Eric Scavennec

[1] Rapporté par le Corporate Europe Observatory (CEO), dans Europe Inc - Entretien téléphonique avec Keith Richardson, 11 mars 1997.

[2] Lobby rassemblant les grandes multinationales européennes à Bruxelles

[3] Pour combien de temps ? « *De vastes terres sont rachetées, parfois par des entreprises étrangères, pour produire des denrées propres à la consommation locale et à l'exportation. Et cette nouvelle réforme de l'agriculture est un des grands défis à venir.* » (Petit futé Roumanie).

[4] Voir le site de Porsche Roumanie, <http://www.porsche.ro/html/page.php...>

[5] Octobre 2008, d'après le journal Financiarul : [http://www.financiarul.com/articol ...](http://www.financiarul.com/articol...)

[6] Pouvoir d'achat des managers dans le monde : la Roumanie bien classée , Roumanie.com, octobre 2007, <http://www.roumanie.com/Economie-en...>

[7] Sept nouveaux milliardaires roumains, dans une seule année, Investir en Roumanie, 30 novembre 2007, <http://www.investir-roumanie.com/Le...>

[8] Roumanie : les prix de l'immobilier en augmentation à Bucarest ? , Roumanie.com, mai 2007, <http://www.roumanie.com/Economie-im...>

[9] Bâtiment : la Roumanie leader des constructions en Europe, Roumanie.com, mars 2008, <http://www.roumanie.com/Economie-ba...>

[10] Immobilier en Roumanie : la plupart des investisseurs viennent de l'Ouest, Roumanie.com, mars 2007, <http://www.roumanie.com/Economie-in...>

[11] Bâtiment : on construit une nouvelle Roumanie, Roumanie.com, juin 2007, <http://www.roumanie.com/Economie-ba...>

[12] A Bucarest l'immobilier revient aux prix de 2006, Roumanie.com, septembre 2008, <http://www.roumanie.com/Economie-pr...>

[13] Immobilier Roumanie : les promoteurs peinent à vendre , Roumanie.com, juin 2010, <http://www.roumanie.com/Immobilier-...>

[14] Les ouvriers roumains font reculer Renault, Monde Diplomatique, juin 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

[15] Le Corporate Europe Observatory (CEO - Observatoire de l'Europe industrielle) est une association basée à Amsterdam et Bruxelles qui fait de la recherche et mène des campagnes sur les menaces pour la démocratie, l'équité, la justice sociale et l'environnement que fait peser le pouvoir économique et politique des grandes entreprises et leurs lobbies.

[16] Les citations qui suivent sont issues de l'ouvrage « *Europe Inc* », publié par le CEO aux éditions Agone (2005).

[17] Eberhard von Kœrber, « *The Voice of Experience* », in Business Central Europe. 1997-1998, p. 18. Kœrber est le président actuel d'Asea Brown Boveri (ABB), compagnie qui fut pendant plusieurs années membre de l'ERT sous la présidence de Percy Bamevik, aujourd'hui président d'Investor AB et toujours membre de l'ERT.

[18] Principal canal de soutien financier et technique de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, Phare a été créé en 1989 pour aider à la transition économique. Étendu à 13 pays partenaires en 1996, il reçut un budget initial de 4,2 milliards d'euros (période 1990-1994), augmenté à 6,693 milliards pour la période 1995-1999. Pour une vision critique de ce programme, voir Jo Brew, « *EU Aid or Asset Stripping* », in Europe Inc., Corporate Europe Observatory, Amsterdam 1997, p. 62-65.

[19] Lire L'Europe des Fraudes ", Jean Nicolas, éditions pna, 1999, extraits sur <http://www.investigateur.info/affai...>

[20] ERT, « *The East-West Win-Win Situation* », Bruxelles, février 1999, p.25.

[21] Entretien avec Keith Richardson, op. cit.

[22] Les ouvriers roumains font reculer Renault, Monde Diplomatique, juin 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

[23] Ainsi une lettre ouverte du directeur général de Dacia, M. François Fourmont, en date du 21 mars, avertissaient les ouvriers que les Logan pourraient, à terme, être produites au Maroc ou en Ukraine, rapporte le Monde Diplomatique (Les ouvriers roumains font reculer Renault, Monde Diplomatique, juin 2010)

[24] Les ouvriers roumains font reculer Renault, op.cit.

[25] Roumanie : FMI et UE promettent de nouvelles tranches d'aide sur fond d'austérité, La Croix, 04/08/2010, <http://www.france24.com/fr/20100804...>

[26] Ibid.

[27] Roumanie : Un quart de salaire en moins pour les fonctionnaires, La Croix, 25/05/2010, <http://www.la-croix.com/Un-quart-de...>

[28] Roumanie : réforme fiscale 2005, LPG, <http://www.lpg-roumanie.ro/reforme2...>

[29] cité dans « *Et les lendemains n'ont pas chanté* », Frédéric Lordon, le Monde diplomatique, mai 2005

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).  
Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>